

Portes Citoyenne

Le 18 novembre 2022

Objet : impact des prix de l'énergie sur les collectivités

Madame la Première Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 Paris

Madame la Première Ministre,

Le coût de l'énergie impacte très fortement le pouvoir d'achat des familles, l'avenir de nombreuses activités économiques mais notre groupe des élus de « Portes Citoyenne » de la ville de Portes-Lès-Valence (26800) souhaite attirer votre attention sur la situation difficile subie par notre collectivité et plus largement par l'ensemble des collectivités françaises.

Le poste énergie devient une ligne budgétaire très sensible puisque bien avant la guerre en Ukraine, les prix des fournisseurs ont commencé à augmenter.

Pour notre commune de 10.830 habitants, la fourniture du gaz et de l'électricité a vu une progression de +560.000 € en 2022 et les prévisions sont de + 716.000 € en 2023, ce qui représentera +66 € par habitant pour s'acquitter de la facture énergie de la commune auxquelles se rajoutent les charges individuelles énergie de chaque famille portoise.

Cette situation découle des choix des gouvernements de messieurs Sarkozy, Hollande puis Macron qui ont imposé aux communes de sortir du tarif réglementé et de lancer des appels d'offres pour mettre en concurrence EDF avec le privé.

Notre commune se trouve liée par contrat avec l'opérateur privé Total Energie qui rançonne les collectivités alors qu'il ne paie quasiment pas d'impôts en France, qu'il réalise des profits gigantesques sur les trois dernières années et a versé par anticipation des dividendes indécents à ses actionnaires en 2022.

Cette situation ampute notre collectivité des moyens financiers pour répondre aux besoins de la population alors que le poste énergie est lié à des activités de services publics : écoles maternelles et primaires, locaux administratifs et bâtiments publics, locaux associatifs, gymnases...

Devant une telle situation qui pénalise les citoyens et usagers de notre collectivité, nous demandons :

- ❖ Un abaissement de la TVA à 5,5% pour l'électricité et le gaz. C'est acquis en Belgique depuis le 1^{er} février pour le gaz et l'électricité, en Espagne depuis le 1^{er} juillet pour l'électricité et le gaz, en Allemagne depuis le 1^{er} octobre. Il n'y a aucune raison pour que la France s'entête à justifier la mise en concurrence de l'énergie et continue à légitimer la loi du marché qui ici s'apparente à la loi du loup dans la bergerie.
- ❖ Nous demandons instamment le retour au TRV (tarif réglementé) pour les collectivités locales comme les usagers en ont la possibilité. Cette question doit pouvoir être traitée en urgence par le gouvernement et les parlementaires.

- ❖ Nous faisons notre la demande de supprimer l'ARENH (Accès Régulé à l'électricité Nucléaire Historique) qui impose à EDF de vendre à perte un quart de sa production à ses concurrents qui ensuite réalisent des profits énormes sur la revente de l'électricité alors qu'EDF produit l'électricité la moins chère d'Europe et la moins polluante. Avec ce détournement d'un quart de sa production pour ses concurrents, EDF est obligée d'acheter à prix fort l'électricité sur la bourse de l'énergie pour assumer sa mission envers ses propres usagers. Ces mécanismes poussent à un renchérissement permanent du prix de l'énergie et va mettre à mal l'équilibre d'EDF.
- ❖ Notre groupe de Portes Citoyenne souligne l'urgence à découpler le prix de l'électricité de celui du gaz, formule imposée par la Commission Européenne qui est suicidaire pour notre économie, un gouffre pour le pouvoir d'achat des usagers et une ponction inacceptable sur les finances des collectivités.
- ❖ Enfin, nous nous reconnaissons dans les positions de l'ensemble des organisations syndicales des agents et personnels de l'Énergie qui ne veulent pas de la fausse renationalisation en cours d'EDF par le gouvernement qui maintient toujours le projet de dépeçage de cet opérateur historique en de multiples entités cloisonnées et indépendantes (Hercule 2).
- ❖ Nous faisons notre l'exigence d'une vraie renationalisation d'EDF et d'Engie, conservant toutes ses fonctions, agents et outils en une seule entité au service des usagers et du pays.

Dans nos contacts avec la population, nous rencontrons partout autour de nous des gens inquiets pour le court et moyen terme.

La crise actuelle, la poursuite de l'inflation et le ralentissement de notre économie nécessitent des mesures urgentes et fortes qui s'affranchissent des dogmes ultralibéraux de la Commission Européenne.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer Madame la Première Ministre, l'expression de nos respectueuses salutations.

Les élus du groupe municipal Portes Citoyenne,

Pierre Trapier, Marie-Jo Bayoud-Torrès, Agnès Pagès, Hélène Pinet, Jean-Michel Bochaton

Copie à M. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et à Mme Agnès Pannier- Runacher, ministre de la transition énergétique